

## **Déclaration de Dakar** **du Réseau Mondial pour le Droit à l'Alimentation et à la** **Nutrition 2016**

Nous, les membres et amis du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et la nutrition (GNRtFN), représentant plus de soixante mouvements sociaux et organisations de la société civile (OSC), nous sommes réunis à Dakar du 19 au 22 Mars 2016 pour la quatrième réunion mondiale du Réseau.

Nous nous sommes rencontrés à Dakar après avoir assisté à l'arrivée de la Caravane Ouest Africaine de la Convergence Globale des Luttés pour la Terre, l'Eau et les Semences. Incluant treize pays d'Afrique de l'Ouest<sup>1</sup>, la Caravane a marché du 3 au 18 mars, mobilisant des communautés dans toute la région sur la route de Ouagadougou à Dakar, en passant par Bamako.

Pour réaliser une véritable CEDEAO des peuples, y compris en Mauritanie, la Convergence continuera la lutte des communautés de la région à réaliser leur droit à la terre, à l'eau et aux semences. Elle dénoncera également et s'opposera activement à la criminalisation des victimes et des défenseurs des droits humains. La Convergence exige en outre la libération des militants qui ont été injustement emprisonnés pour défendre notre patrimoine commun dans leur lutte contre les multinationales et de l'esclavage, en particulier en Sierra Leone et en Mauritanie.

Nous nous sentons privilégiés que de nombreuses organisations participantes à la convergence se soient jointes à la quatrième réunion mondiale du GNRtFN. Nous reconnaissons la nécessité d'une convergence autour des problématiques critiques liées aux violations du droit humain à l'alimentation et la nutrition, telle que la caravane symbolise. La caravane représente une étape importante dans le rapprochement des luttes communes que les paysans, les pêcheurs, les éleveurs, les travailleurs et les communautés doivent faire face tous les jours pour assurer une vie décente et vivre une vie avec dignité face à l'assaut implacable sur leurs moyens de subsistance et leur mode de vie même par les forces conservatrices, les gouvernements et les multinationales.

Nous nous rencontrons dans la triste circonstance de l'assassinat récent de Berta Cáceres, la défenseuse hondurienne des droits humains et femme militante indigène de la communauté Lenca, qui

---

<sup>1</sup> Liste des pays Benin, Togo, Burkina Faso, Nigeria, Niger, Mali, Senegal, Gambia, Sierra Leone, Guinée- Conakry, Ghana, Mauritanie, Cote d'Ivoire

a défendu la terre, l'eau et les ressources naturelles des communautés qui ont été touchées par le projet de barrage Agua Zarca. Nous saluons son travail et son esprit, et demandons que les auteurs de ce crime odieux soient traduits en justice immédiatement.

Bien que le Honduras pourrait être l'un des endroits les plus dangereux du monde pour les militants, il est davantage la règle qu'une exception, étant donné que l'espace pour la société civile et la vraie démocratie continue à se rétrécir dramatiquement à travers le monde. En tant que défenseurs des droits humains, nous sommes assiégés non seulement par la répression de l'État, mais par des fondamentalistes de tous bords, les multinationales, et leurs agents locaux. Nous réaffirmons fermement notre engagement auprès de tous nos autres militants des droits humains qui courent des risques en défendant de l'accaparement par les multinationales leurs droits à la terre, l'eau, les semences, les ressources naturelles, et les modes de vie.

Nous pleurons aussi la mort de milliers de femmes, hommes, garçons et filles qui sont morts en raison de la violation de leur droit à l'alimentation, ainsi qu'à une alimentation et nutrition adéquate, depuis notre dernière réunion à Katmandou.

Nous nous réunissons à un moment où les forces conservatrices gagnent de plus en plus de terrain à travers le monde, et continuent à diminuer les gains que le mouvement des droits humains a acquis au cours des cinquante dernières années. Le conservatisme fiscal qui a vu des réductions drastiques des budgets sociaux et des dispositions publiques à travers les continents, une augmentation de la spéculation alimentaire, une forte augmentation des accaparements des terres, des règles commerciales injustes à l'OMC et à travers des accords comme les APE, le PTCI et le TPP<sup>2</sup>, tout comme la consolidation des alliances entre le secteur privé et étatique, demeure un défi qui nous attend.

De plus en plus, les alimentations nutritives, indigènes et cultivées localement, sont remplacées par une alimentation ultra-transformée de faible qualité qui perpétue une faim évitable, ainsi que la malnutrition et des problèmes de santé de toutes sortes. La commercialisation agressive de ces aliments, y compris celle des boissons sucrées et substituts du lait maternel, menace le bien-être des individus et des communautés. La production de ces aliments transformés industriellement menace les systèmes alimentaires

---

traditionnels et l'agroécologie, ainsi que contribue au changement climatique.

Nous restons profondément préoccupés que le premier acte de souveraineté alimentaire – l'allaitement maternel optimum – ne soit pas suffisamment promu, protégé et soutenu. Les violations systématiques du Code international sur la commercialisation des substituts du lait maternel se poursuivent sans relâche.

Les multinationales, qui sont toutes-puissantes dans les systèmes alimentaires actuels, doivent être tenues redevables et nous appelons tous les gouvernements à utiliser les instruments dont ils disposent déjà, afin de faire respecter leurs engagements et leurs obligations en matière de droits humains. Nous exigeons la fin de toute impunité pour ceux qui contreviennent et portent atteinte aux droits humains. En outre, nous soutenons l'initiative actuelle visant à mettre en place un instrument international contraignant des droits humains pour la réglementation des multinationales. Nous nous engageons à lutter contre l'accaparement par les intérêts privés dans toutes ses formes et dans tous les secteurs, que ce soit dans le domaine des ressources, des terres, des semences, de l'eau, des institutions ou des structures de gouvernance.

Conserver et faire respecter les droits des femmes nécessite une attention particulière, étant donné que les femmes continuent d'avoir à lutter contre le patriarcat dans tous les domaines de leur vie, y compris dans celui de la sexualité, de la fertilité et de l'autodétermination sur leur corps. La violence structurelle contre les femmes, dont les relations asymétriques entre les sexes, à besoin de changer de sorte que les femmes puissent faire partie de toutes les décisions d'une manière véritablement démocratique et inclusive. Ceci est également applicable à une évolution des systèmes fonciers coutumiers qui assurent le contrôle et la sécurisation de la terre, du bétail, de l'eau, et de la prise de décision pour les femmes. Nos membres du réseau y sont fermement engagés. Les systèmes fonciers coutumiers et démocratisés doivent être défendus contre la privatisation et la marchandisation.

Depuis la réunion de Katmandou, nous avons:

- travaillé ensemble dans des espaces politiques internationaux et régionaux, y compris le CSA. En conséquence, la véritable mise en œuvre des directives sur le droit à l'alimentation, sur la gouvernance des terres, des pêches et des forêts, ainsi que sur la pêche artisanale contribue efficacement à l'éradication de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté,

- mis en évidence les causes profondes de la malnutrition et les dangers que la commercialisation de la malnutrition à travers les partenariats public-privé (PPP) et les initiatives multipartites posent à la souveraineté alimentaire et à la nutrition,
- renforcé nos échanges d'informations, de sorte que nous sommes davantage conscients des luttes en cours, et mieux positionnés pour renforcer notre présence aux niveaux local et national,
- surveillé en permanence les développements internationaux sur le droit à l'alimentation et la nutrition, approfondi notre analyse et compréhension, ainsi que la défense de notre plaidoyer dans différentes instances,
- publié l'Observatoire pour le droit à l'alimentation et la nutrition intitulé « la nutrition des peuples n'est pas un business », qui est notre instrument pour partager nos points de vue avec tous,
- effectué une mission d'enquête conjointe (ME) dans les jardins de thé en Inde sur les violations des droits des travailleur-se-s du thé.

Les conclusions de la mission d'enquête ont confirmé avec inquiétude le niveau élevé d'abus et de violations du droit à l'alimentation et à la nutrition de ces travailleurs. Elles soutiendront le travail de suivi après du CSA, de l'OIT, de la FAO et d'autres organismes compétents. La mission d'enquête demande au gouvernement de tenir les propriétaires de jardin de thé responsables d'appliquer la Loi du travail dans les plantations et de s'assurer que les travailleurs soient payés un salaire décent. Nous appelons également les conditionneurs de thé à veiller que le thé qu'ils achètent et conditionnent soit livré par des jardins qui ne tolèrent ces conditions abusives. Nous appelons donc le gouvernement ainsi que les autorités des états respectifs à remplir leurs obligations juridiques et garantir les droits humains de tous les travailleur-se-s de jardin de thé en Inde.

Nous sommes dans un processus où les différentes luttes progressistes convergent, à l'image des affluents d'un fleuve. Cela doit être davantage encouragé tel que réaffirmé lors de notre réunion du droit mondial à l'alimentation et la nutrition à Dakar.

Nous, les membres et amis du Réseau GNRtN, nous engageons résolument à renforcer la convergence de toutes les luttes des différents mouvements des communautés du monde entier qui combattent collectivement les assauts continus sur la souveraineté des peuples et des droits humains.

Nous appelons tous les individus, groupes et communautés qui ont l'un de leurs droits humains violés à se joindre à nous dans cette Convergence globale des luttes pour la terre, l'eau et les semences. Ces luttes visent à assurer la pleine réalisation de tous les droits humains<sup>3</sup>, y compris le droit à l'alimentation et la nutrition.

---

<sup>3</sup> Voir la Déclaration de Katmandou du Réseau Mondiale pour le Droit à l'Alimentation et Nutrition pour une liste des groupes marginalisés : [www.fian.org](http://www.fian.org).